



Rapport d'évaluation rapide multisectorielle

Province Nord Kivu, territoires Nyiragongo et Masisi, zones de santé de Kirotshe et Nyiragongo

Axes : Mudja, Rusayo, Sake et Mugunga

Date de l'évaluation : 14 au 16 février 2022

Les organisations suivantes ont été impliquées :

Participants à la mission : INTERSOS, ACF, CIAUD, ADRA, JRS, AIDES, AIDEPROFEN, EDA RDC, CENEAS, SOFEPADI, GRACE, FDA, ABECOM, ARP, GSEO, HEAL AFRICA, SPN, SYLAM, RACOF, SCC, ASPLC, HOP IN ACTION, CEPROSSAN, YA LIFE, ILW, LUCODER, LS, ODAF RDC, BON DIEU DANS LA RUE, ODAFE et APME asbl.

I. CONTEXTE, OBJECTIFS ET METHODOLOGIE

II. Contexte

A la fin de l'année 2022, les zones de Kibumba, Bambu, Bwiwa, Bishusha, Bukombo et Tongo en territoires de Rutshuru et Nyiragongo ont été affectées par une augmentation des affrontements entre les M23, les FARDC et une coalition des groupes armés. Les mêmes affrontements se sont intensifiés dans le territoire voisin de Masisi en janvier 2023, dans les localités de Kitshanga, Burungu, Kabalekasha, Karenga et Rujebeshe.

Les populations déplacées par ces affrontements ont été reçues dans les localités de Sake, Rusayo, Mudja et Mugunga, sur les territoires de Nyiragongo et Goma. Selon l'alerte Ehtools 4617, quelques 1,256 ménages ont été accueillis dans le village Rusayo depuis le mois de janvier 2023. Les mêmes sources renseignent que 1,467 ménages ont été accueillis à Mudja et 2,752 ménages dans la cité de Sake dans la même période. Plusieurs autres vagues de déplacements auraient suivi à la suite de la poursuite des affrontements à quelques kilomètres de la cité de Sake, au territoire de Masisi.

Dans la zone de déplacements, les PDI sont hébergés dans des sites spontanés, centres collectifs et en familles d'accueils ; les nombreux besoins humanitaires restent un défi à satisfaire. On signale la présence de certains acteurs de réponse dans les zones de déplacement.

C'est dans ce cadre qu'une évaluation rapide multisectorielle a été organisée dans les zones de déplacements à Sake, Rusayo, Mudja et Mugunga par les acteurs humanitaires des différents secteurs du 14 au 16 février 2023 avec les orientations techniques de UNHCR et OCHA.

2.1. Objectifs

L'objectif de la mission était de collecter des informations nécessaires en termes de besoins, défis et gaps par secteurs humanitaires pour orienter les interventions. De façon spécifique, cette évaluation rapide multisectorielle vise à :

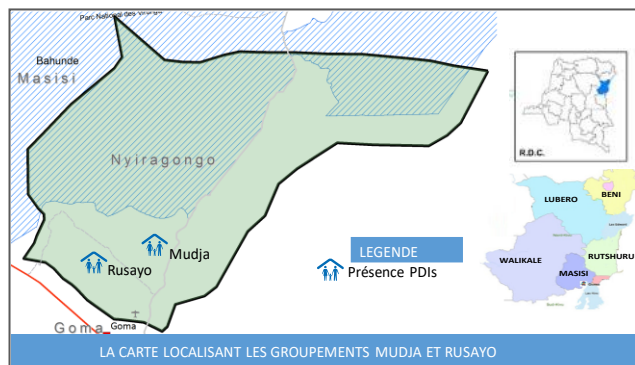
- ✓ Evaluer les besoins multisectoriels notamment en protection, cohabitation pacifique, WASH, AME-abris, santé-nutrition, sécurité alimentaire et moyens de subsistance, éducation.
- ✓ Identifier et analyser les problèmes de protection auxquels les PDI font face dans la zone de déplacement.
- ✓ Faire une analyse ne pas nuire dans la zone.

2.2. Méthodologie

Pour la récolte des informations, un formulaire Kobo pour les évaluations rapides multisectorielles a été utilisé (OCHA). Ce questionnaire a été soumis à 71 informateurs notamment les IT, autorités locales, leaders communautaires, responsables des centres collectifs, chefs d'établissements et directeurs d'écoles dans les zones de Sake, Rusayo, Mudja et Mugunga, zones de déplacement des PDI. 36 groupes de discussion ont été également organisés avec les PDI et les résidents sur 4 axes (12 par axes).

2.3. Localisation et accessibilité

Les zones d'accueil évaluées, en groupements Rusayo, Mudja, Mugunga et la cité de Sake, sont accessibles sur le plan physique et sécuritaire. Sake est situé à environ 20 kms à l'ouest de Goma, Rusayo et Mudja à environ 10 kms nord/nord-ouest de Goma. Rusayo et Mudja sont dans le territoire de Nyiragongo et Sake à Masisi.



III. STATISTIQUES DES PDIs AU 16 FEVRIER 2023

Sake	Zones de déplacements	Menages	Individus	Hébergements
	Sake EP. Kadogo	77	385	Centre collectif
	Sake Complexe Scolaire Kims	27	135	Centre collectif
	Sake EP. Kimoka	43	215	Centre collectif
	Sake Eglise CADAF	52	235	Centre collectif
	Sake Eglise CBCA	31	155	Centre collectif
	Sake Eglise CEPAC	15	45	Centre collectif
	Sake site Mahutsa	2.281	13.686	Site des PDIs
	Sake site Virunga	1.621	9.720	Site des PDIs
	Sake	3.156	15.780	Famille d'accueil
	TOTAL SAKE	7.303	40.356	
Quartier Mugunga	EP Omanda/Lwashi	274	1.270	Centre collectif
	Assemblée Mugunga	90	450	Centre collectif
	Croix rouge Mugunga	86	430	Centre collectif
	Site Lushagala	2.387	11.935	Site non officiel
	Mugunga	1.480	7.400	Familles d'accueil
	TOTAL MUGUNGA	4.317	21.485	
Rusayo	Rusayo site	7.236	36.180	Site des PDIs
	Rusayo familles d'accueil	216	1.080	Familles d'accueil
	TOTAL RUSAYO	7.452	37.260	
Mudja	Mudja site	14.806	74.030	Site des PDIs
	TOTAL MUDJA	14.806	74.030	

Sources : autorités locales, comités des PDIs.

NB. Plusieurs résidents de Mudja auraient tenté de s'enregistrer comme PDIs. Ce type de fraude d'enregistrement augmente artificiellement les statistiques des PDIs dans cette zone. En plus, on continue à enregistrer de nouveaux ménages PDIs qui arrivent dans toutes les zones évaluées. Les statistiques devraient être revus à la hausse dans les prochains jours à la suite des affrontements qui continuent dans différents axes.

IV. RESULTAT DE L'EVALUATION PAR SECTEURS

4.1. PROTECTION

4.1.1. Protection Générale

Situation sécuritaire et de protection

De décembre 2022 à février 2023, la progression des éléments M23 dans les localités environnantes de la ville de Goma et la cité de Sake a été à la base de la détérioration de l'environnement protecteur. Depuis le 26 janvier 2023, des éléments M23 ont occupé la cité de Kitshanga. Il y avait des affrontements aux positions FARDC à Kabati, Kilolirwe, Burungu et Karenga (à 9 kms de Sake). Des résidents et PDI en provenance de Rutshuru qui étaient en déplacement dans ces zones se sont déplacés vers Sake, Mugunga, Mudja et Rusayo : ils sont hébergés dans les sites, centres collectifs et familles d'accueils dans ces zones d'accueil.

Les PDI ont été victimes de plusieurs abus des droits humains dans des zones de combats et lors des déplacements. Ces abus ont été attribués aux parties aux conflits. Des civils auraient subi des actes de représailles par ces acteurs dans les zones de provenance à la suite de tensions communautaires et ethniques accrues, liées aux affrontements. On note des pillages, des coups et blessures et des meurtres. Ces violations et abus dans les zones d'origine ont augmenté la vulnérabilité des PDI et ont créé des besoins importants en matière d'appui psychosociale, protection d'enfant, VBG, appui juridique et de documentation et lutte anti-mines. Les abus et événements pendant la fuite ont également augmenté ces besoins.

Dans le contexte des affrontements, on note la présence accrue de plusieurs groupes armés et militaires FARDC aux environs des sites de Mudja, Rusayo et de la cité de Sake. La présence des hommes armés étatiques et non-étatiques dans les zones d'accueil des PDI enfreint souvent le caractère civil et humanitaire des sites PDI et mène à des abus et violations. On y dénombre plusieurs incidents d'extorsions, blessures, viols et enlèvements, allégués aux acteurs armés aux environs et dans des sites de Mudja et Rusayo en territoire de Nyiragongo.¹ La concentration militaire a également engendré une restriction des mouvements. Les personnes déplacées sont les plus affectées lors de leurs mouvements pour s'approvisionner en denrées alimentaires ou pour leurs travaux journaliers. Les prélèvements sur les barrières érigées aux environs de Mudja renforcent la vulnérabilité et les risques de ces déplacés.

Accès aux services et documentation civile

Dans certaines zones d'accueil, les déplacés font face à plusieurs problèmes d'accès aux services. Depuis le mois de novembre 2022, au moins 4 PDI ont perdu la vie dans le site de Mudja à la suite du nonaccès aux soins médicaux. Cette situation est due à la distance (3 kms du site), l'insécurité et à des abus pendant les déplacements nocturnes. La carence d'eau a mené à plusieurs conflits et risque de compromettre la cohabitation pacifique. Pour renforcer la cohabitation, les autorités locales ont mis en place un système de jetons et un comité de résolution des conflits au niveau des points d'eau mais ce comité est débordé.² À la suite des problèmes de manque d'assistance humanitaire, certaines femmes et filles se livrent au sexe de survie. Différents cas de viols sont aussi signalés mais plusieurs survivantes ne s'orientent pas aux services en raison de la distance.

Un nombre important de PDI a perdu les documents d'identité lors des affrontements. Cette problématique empêche certains PDI d'accéder aux services humanitaires ou services de base qui exigent l'identification. En plus, ces personnes sont exposées aux menaces sur les points de contrôle des services sécuritaires et autres acteurs armés. L'appui à la documentation et la collaboration entre humanitaires et communautés des PDI est nécessaire pour une bonne inclusion des bénéficiaires.

Cohabitation pacifique

Les déplacements continus et la coupure des axes d'approvisionnement agricoles ont accentué la vulnérabilité des PDI. Certaines PDI se livreraient aux stratégies de survie négatives comme le vol des vivres

¹ Le 15 février 2023, un jeune homme de 21 ans a été tué par balle par des éléments d'un groupe armés proche du site des PDI de Mudja pendant que l'équipe en mission menait l'évaluation dans la zone.

² Les sources locales enregistrent en moyenne 3 incidents par jour.

dans les champs des résidents. Au moins 8 cas de vol par les PDI ont été signalés dans les focus groupes organisés dans les zones évaluées. Cette situation détériore la cohabitation entre PDI et résidents.

Les PDI à Sake n'ont pas accès aux latrines. Ils s'orientent dans les champs des résidents et aux environs des maisons. La surexploitation des latrines des résidents surtout pour les PDI dans des centres collectifs crée des problèmes de cohabitation. Les PDI subissent des menaces de déguerpissement par les résidents aux environs des centres collectifs comme EP Kadogo et Pilipili, église 8^e CEPAC à Sake.

Intentions de retour

De manière générale, il se présente une intention de retour pour plus de 75% des déplacés selon les différentes déclarations de FG et entretiens avec une condition de rétablissement de la situation sécuritaire dans leurs milieux d'origine. L'accès aux champs, aux services d'éducation, au marché et autres services de base sont autant de raisons de motivation pour leurs retours.

Besoins et gaps

- L'absence des moyens de survie et la tendance des PDI de faire des mouvements pendulaires pour la recherche des ressources accroît la vulnérabilité des femmes et des filles. La majorité des cas de viol signalés surviennent sur les routes, en allant aux champs ou pendant le retour des travaux journaliers ou ménagers.
- Sous-dénonciation des cas de VBG et autres violations avec comme conséquence l'absence de prise en charge, le risque de transmission des IST et le VIH, des grossesses issues de viols et d'impacts sociaux accrus.
- Besoin de renforcer le monitoring dans les sites pour faciliter l'orientation des cas de protection vers les structures de prise en charge et le suivi des cas individuels.
- Besoin des espaces sûrs pour les femmes et filles et des mécanismes communautaires de protection dans les sites, notamment le mécanisme de gestion des plaintes.

Recommandations (Protection générale)

- Renforcer les mesures de sécurité dans les zones en concentrations PDI aux environs des sites de Rusayo et Mudja ; de quels types ? (**Autorités territoriales,**)
- Renforcer le monitoring et interventions de protection et protection communautaire dans les zones d'accueil à Sake, Mudja, Rusayo et Mugunga (**GTMP, Cluster Protection, COHP**)
- Mener de plaidoyer au niveau des autorités locales afin qu'ils facilitent l'accès à la documentation civile pour les PDI à Sake, Rusayo et Mudja et des autres zones de déplacement comme Lushagala (**Cluster protection**).

4.1.2. Violences basées sur le genre

Les communautés déplacées sont exposées à toutes formes de VBG dans tous les sites visités. Le site de Sake reste le plus exposé et présente plusieurs cas de violence. Ce site reste sans appui important depuis l'installation de la communauté dans cette partie du territoire.

En analysant les déclarations issues des focus groupes organisés dans les sites, les femmes et les filles sont les plus exposées aux risques, suivies des hommes et des jeunes garçons. Sauf des violences conjugales qui ne sont souvent pas dénoncées, la majorité des cas VBG se produisent en dehors des sites. On note un problème particulier quand les victimes font des mouvements à la recherche des ressources ou vers des structures sanitaires ou médicaux. Ce problème est exacerbé par la carence d'assistance en vivres (site de Sake et Mugunga), et le manque des structures WASH (sites de Sake, Mugunga et Rusayo). A la suite de la carence des ressources de base, on note un taux important de sexe de survie, y inclus dans les sites ou les éléments armés fréquentent la zone pendant la nuit.

En plus des services VBG nécessaires, l'accès difficile des services humanitaires augmente les risques VBG. Dans le site de Mudja, les focus groupes ont montré que la majorité de cas se produisent en dehors du site et sont commis par des éléments armés et bandits ainsi que par les résidents propriétaires des champs. Les

résultats dans ces différents sites ciblés par l'évaluation ont fait preuve d'une quasi-absence d'acteurs de prise en charge VBG, notamment dans le site de Sake, Mugunga et Rusayo. Quelques partenaires sont positionnés pour la prise en charge psychosociale dans le site de Mudja. La prise en charge médicale reste problématique à Mudja comme la structure sanitaire est éloignée.³

Gaps, risques et recommandations VBG

Les résultats des focus groupes et des entretiens révèlent un niveau d'exposition des ménages aux :

- Risque élevé des cas VBG, dont les violences physiques, violences psychologiques et violences sexuelles parmi les femmes et jeunes filles déplacées.
- La plupart de déplacés sont moins ou pas informés sur les risques et les formes de VBG existants, y inclus les violences domestiques.
- Accès difficile aux services de prise en charge dans certains sites, particulièrement à Mudja. Gap important de prise en charge holistique.
- Présence de positions militaires autour du site de Mudja et besoin d'orientation et de médiation avec les acteurs armés. Les déplacés craignent de quitter le site de peur qu'ils soient violés par les porteurs d'armes.

Du fait qu'il n'y a pas de positionnement de partenaires pour la prise en charge holistique, les gaps demeurent observables et sont aggravés par de nouveaux mouvements et mouvements pendulaires de la population. D'autres groupes armés s'installent aux alentours des sites et créent de l'insécurité, exposant de plus en plus les déplacés aux risques de VBG.

En collaboration avec toute l'équipe du secteur VBG suggère les recommandations suivantes :

- Positionner un réseau d'acteurs intervenant dans le secteur VBG dans tous les sites pour assurer la prise en charge de cas de violences physiques, violences psychologiques et violences sexuelles parmi les femmes et jeunes filles déplacées.
- Prévoir des espaces sûrs et point d'écoute pour les enfants et les autres victimes de VBG ainsi que le monitoring de protection.
- Renforcer les sensibilisations en matière de VBG dans les communautés d'accueils, rendre disponible un paquet de prise en charge Holistique.
- Mise en place d'un numéro vert pour alertes des cas VBG et PEAS.
- Former et informer les représentants des PDIs sur la thématique VBG et sur l'utilisation du numéro vert.
- Appuyer les structures de base et promouvoir la gratuite d'accès aux services de base.
- Identification, placement dans les familles d'accueil, recherche familiale et réunification familiale des enfants séparés de leurs familles.
- Faire de séances de plaidoyer auprès des autorités politico-administratives et militaires en vue d'exécuter parfaitement les missions régaliennes de l'Etat, qui est de sécuriser les personnes et leurs biens.
- Sensibilisation régulière et permanente en matière de PEAS au sein des organisations intervenant et les services étatiques.

4.1.3. Protection de l'enfant

Dans la zone de déplacement Sake, Rusayo, Mudja, l'équipe en mission a identifié 98 enfants séparés en provenance des villages Kingi, Rutshuru, Kabati et Karenga.

³ Un grand nombre de femmes dans les focus groupes témoignent de rapporter les soins médicaux pour éviter des frais et risques de déplacement, transport et absence.

Recommandations protection de l'enfant

- Besoin d'espaces amis d'enfants dans le site ;
- Besoin de construction des salles de classes provisoires pour désengorger les écoles de la zone.
- Besoin de sensibilisation des PDIs sur les risques de fréquentation des champs des résidents et vol des vivres.
- Présence des enfants déplacés séparés des membres de leurs familles lors du mouvement de déplacement de la communauté, ces derniers sont exposés au risque de recrutements/enrôlements forcés d'enfants par des acteurs armés.

Positionnement des acteurs de réponses

- **Aucun acteur ne s'est positionné sur terrain pour le secteur protection de l'enfant.** A VERIFIER AVEC CP WG.

4.1.4. LAM

Dans les sites visités, certains déplacés ont de prérequis sur les conséquences des engins explosifs de guerre, et ont même signalé la présence des incidents dans leurs zones d'origine. Tandis que plusieurs déplacés demeurent ignorants de menaces de la présence de restes explosifs qui pèse sur les populations plus au retour qu'en déplacement. De petites séances de sensibilisations ont été faites immédiatement auprès des déplacés et la distribution de 100 dépliants swahili et 50 français aux déplacés en vue de transmettre ces messages de prévention contre les mines et restes explosifs à leurs dépendants et voisins.

Défis majeurs rencontrés dans les sites

Comme défis, l'ensemble de déplacés ont soulevé :

- Insuffisance de connaissance des engins explosifs de guerre.
- La présence des armes légères et de petit calibre (ALPC) et engins explosifs de guerre (REG) dans les zones d'accueil.
- Les mouvements intenses des hommes porteurs d'armes dans le site de Mudja qui occasionnent l'insécurité dans le site.
- La pollution des zones d'origine freinera le retour effectif des PDIs et présente un risque majeur en cas des retours futurs. Ce risque est élevé dans cette crise à la suite de l'utilisation important des armes lourds depuis juin 2022.

Recommandations LAM :

- Organiser une campagne de sensibilisations sur les risques des REG/mines. Y inclus des messages radio, des formations directs aux relais communautaires et PDIs (et groupes d'enfants) avant le retour vers les différentes zones d'origine.
- Mener les Enquêtes dans les sites de déplacés et les environs pour prévenir les éventuels accidents.
- Investir dans les efforts de marquage les zones à risques dénoncées par les personnes les populations.
- Procéder à la dépollution (démunage) des engins identifiés et marqués dans la zone.
- Plaider pour l'augmentation des éléments de police de proximité dans les sites de déplacés.
- Discuter la proximité des positions militaires au site de Mudja avec la coordination humanitaire et les autorités militaires.
- Renforcer les investissements dans la gestion des sites de déplacés.

4.2. SANTE

Les PDIS qui sont dans les zones évaluées sont exposés aux problèmes sanitaires. Le nombre élevé des ménages et les déplacements continus rendent difficiles les actions des acteurs qui interviennent (prise en charge médicale, WASH) dans certaines zones comme les sites de Mudja et Rusayo. Certaines maladies fréquentes notamment le paludisme, les infections respiratoires aiguës et la malnutrition aiguë sévère, auraient été signalées au niveau des structures des zones enquêtées. Cette situation nécessite une attention particulière des intervenants en santé et nutrition.

Besoins prioritaires : quelques intervenants se sont positionnés en santé mais leurs interventions nécessitent encore des paquets complémentaires.

4.2.1. Besoins au site de Mudja

N°	Besoin Identifiés	Recommandations et réponses immédiates	Partenaires présents au camp	Groupes cibles
1	Longue distance de 4 Km de 4 Km entre le camp et le centre de santé	Construire un CS dans le camp	MEDAIR	Déplacées
2	Non disponibilité des soins médicaux gratuit chaque jour après 15h00 quand la clinique mobile clôture ses activités	Assurer des soins continus et permanents des activités de la clinique mobile	PU	Déplacées
3	Non disponibilité des soins médicaux pendant les Weekend (Samedi & dimanche)	Assurer des soins continus et permanents des activités de la clinique mobile	PU	Déplacées (femmes enceintes et enfants de moins de 5 ans)

Les soins sont gratuits au niveau du CS Rusayo pour les PDI et résidents avec l'appui de ALIMA.

4.2.2. Besoins au site de Sake

N°	Besoin Identifiés	Recommandations et réponses immédiates	Partenaires présents au camp	Groupes cibles
1	Manque des intrants au CSR Sake Afia pour la prise en charge des cas MAS avec complication médicale	Doter le CSR Sake Afia d'une UNTI pour traiter les cas MAS avec complication médicale	Pas des partenaires, les cas sont référés à l'HGR de Kirotshe.	Déplacées Familles d'accueil
2	Manque des intrants nutritionnels pour la prise en charge des cas de MAM et MAS à CS KADUKI à Sake	Doter le CSR Sake Afia et le CS KADUKI des intrants nutritionnels pour traiter les cas MAM et MAS	Pas des partenaires	Déplacés Famille d'accueil Hôte non famille
3	Manque des soins gratuit (Clinique mobile) pour assurer les soins des malades dans le site et centres collectifs à Sake	Mise en place des cliniques mobiles dans le site Approvisionner les CSR Sake Afia et le CS KADUKI en médicament pour soigner les déplacées malades	Pas des partenaires	Déplacées

4	Insuffisance de la capacité d'accueil du CS	Construire un CS dans le camp	Pas des partenaires	Déplacées Population hôte
5	Manque des moyens pour payer les soins de santé à Sake	Donation des médicaments aux structures de santé à Sake Subventionner les frais liés aux soins	Pas des partenaires	Déplacés Famille d'accueil Hôte non famille
6	Manque des médicaments dans les structures sanitaires à Sake Accès physique au centre de santé Etat de délabrement des structures de santé	Organisation de clinique mobile. Réhabilitation de structure sanitaire. Prise en charge des enfants malnutris	Pas des partenaires	Déplacés Famille d'accueil Hôte non famille

Maladies fréquentes au CSR Sake Afia : Mois de Janvier 2023

- Paludisme : 24 cas, Décès : 0
- Diarrhée : 6 cas, Décès : 0
- IRA (Infections respiratoires aigues) : 77 cas, Décès : 0
- Malnutrition aiguë sévère « MAS » : 60 cas et MAM : 252 cas

4.2.3. Besoins au site de Rusayo

N°	Besoin Identifiés	Recommandations et réponses immédiates	Partenaires présents au camp	Groupes cibles
1	Manque d'UNTI où transférer les cas MAS avec complication médicale	Doter le CSR de Rusayo d'une UNTI pour traiter les cas MAS avec complication médicale transférés par le CS Rusayo	Pas de partenaires	Déplacées Familles d'accueil
2	Manque de moyen de transport de cas MAS avec complication médicale	Assurer le transport de cas MAS avec complication médicales	CARITAS World Vision	CARITAS
3	Manque de moyen de transport pour acheminer les malades (femmes enceintes en travail) au CS tard la nuit		ALIMA	Déplacées (femmes enceintes et enfants de moins de 5 ans)
4	Insuffisance des infrastructures (Clinique mobile) pour assurer les soins des malades dans le camp	Construire un CS dans le camp Renforcer les nombre e cliniques mobiles dans le camp	ALIMA	Déplacées
5	Insuffisance de la capacité d'accueil du CS	Construire un CS dans le camp Mise en place des consultations externes (OPD) au CS et dans le camp		Déplacées Population hôte

6	Insuffisance de prestataires de soins au CS	Ajouter le nombre des prestataires de soins au CS Rusayo	ALIMA	Déplacées Population hôte
7	Pas de prise en charge psychologique (mentale)	Dote le CS de moyen pour prendre en charge les malades mentaux (Médicaments) Former les prestataires de soins sur la prise en charge des cas de malades mentaux		Déplacées

NB. Les soins sont gratuits au niveau du CS Rusayo pour les PDIs et résidents avec l'appui de ALIMA.

4.3. EDUCATION

Depuis décembre 2023, la situation sécuritaire, les affrontements et les mouvements des populations ont affecté le secteur éducation. Dans la zone de déplacement, plusieurs écoles sont occupées par des PDIs en besoin d'urgent des abris et cela paralyse le fonctionnement. On note également que les enfants PDIs n'ont pas d'accès à l'éducation depuis le début des affrontements dans leurs zones de provenance.

La présente évaluation décrit la situation éducationnelle dans les zones les sites principaux de déplacement évalués : Sake, Mudja et Rusayo.

Protection de l'enfant	A Rusayo et Mudja, toutes les écoles fonctionnent normalement, entre autre EP RUSAYU, EP RUSAYO, EP WALUGABA, EP SAINT JEAN, CS ACADEMIE, INSTITUT SALUGABA, INSTITUT RUSAYU, EP BEU, EP MUJA, CS MARIE CONSOLATRICE et CS LA SOURCE DU BONHEUR. A Sake, toutes les écoles affectées par les conflits ne fonctionnent pas étant donné qu'elles sont occupées par les PDIs. Il s'agit de : EP2 MUTUZA, EP BUROHA, EP KISINGATI, EP PILIPILI, EP KADOGO, EP KAMURONZA, EP KASINGA, EP FAZILI, EP GASURA... Les enseignants et les élèves se sont déplacés vers une zone qui semble avoir la sécurité (Goma, Minova et Bweremana).
Wash in school	Toutes les écoles de Sake, Rusayo, Mudja, n'ont pas accès à l'eau potable. Les fosses des latrines sont presque remplies, pas des laves mains ni des savons
Sécurité alimentaire	Les écoles affectées par la crise ne sont appuyées en alimentation scolaire.
Santé/ nutrition	Toutes les écoles affectées par la crise ne sont pas appuyées en produits médicaux et intrants nutritionnels.

Besoins prioritaires en assistance humanitaire :

- Les besoins sont énormes dans toutes les écoles occupées par les PDIs à Sake : EP Kadogo, EP Pilipili, EP Kamuronza, EP 8 e CEPAC. Ces écoles ont besoins d'être réhabilitées et équipées. Il sied de noter que plusieurs équipements ont été détruits par les PDIs.
- Besoins des kits scolaires en faveur des enfants PDIs et résidents.
- Besoins des kits récréatifs pour les enfants PDIs et résidents dans les zones d'accueil.
- Besoins des Kits enseignants des écoles ayant reçus les enfants déplacés comme EP Rusayo.
- Besoins de former les enseignants sur les thématiques clés (appui psycho social, éducation à la paix et prévention de la violence en milieu scolaire, la pédagogie différenciée centrée sur l'apprenant, ESU)
- Besoin en dotation des kits Wash des écoles en zones de déplacement.
- Besoin de sensibilisation des parents et des enseignants sur l'EAS, VBG et sur le PSEA.
- Besoins d'initier les enfants sur la culture à la paix en milieu scolaire et la formation des enseignants sur la culture de la paix.

Recommandations :

Aux autorités (militaires et civiles) :

- Assurer la sécurité des personnes et leurs biens pour le retour des déplacés et la réouverture des écoles,
- Assurer une formation des enseignants sur la pédagogie différenciée (centrée sur l'apprenant) ; la pédagogie des grands groupes si le ratio élèves/ enseignant le justifie ; soutien psychosocial et la santé mentale ; l'éducation pour la paix et prévention de la violence en milieu scolaire ; La réduction des risques des catastrophes en milieu scolaire ; L'éducation inclusive dans les contextes de crises.

Aux acteurs humanitaires locaux :

- Organiser des réunions sectorielles pour comprendre la situation humanitaire de la zone

Au cluster :

- Faire le plaidoyer auprès des bailleurs pour une réponse en éducation selon les besoins identifiés.

EFFECTIFS DES ECOLES VISITES

N°	NOM DE L'ECOLE	Effect. Elèves AUT			Effect. Elèves déplacés			Effect. Enseignants		
		G	F	T	G	F	T	H	F	T
1	EP MUJA	323	265	588	15	18	33	4	3	7
2	CS LA SOURCE DU BONHEUR	85	137	222	35	55	90	4	2	6
3	EP BEU	170	125	295	100	150	250	4	3	7
4	CS MARIE CONSOLATRICE	140	165	350	15	18	33	3	3	6
5	EP FAZILI	424	531	955	7	7	14	35	51	86
6	EP GASURA	313	421	734	16	2	18	69	94	163
7	EP MUSEWA	148	194	342	2	5	7	37	52	89
8	EP KAMURONZA	1021	1077	2098	14	12	26	103	99	202
9	EP PILIPILI	282	279	561	7	2	9	59	78	137
10	EP KADOGO	449	500	949	11	8	19	71	84	155
11	INSTITUT2 MATABA	50	70	120	0	11	11	60	90	150

Les écoles ayant accueillis des élèves déplacés : EP BAU : 276 élèves. EP Kadogo : 232 élèves, EP PILIPILI : 102 élèves. EP Kamuronza : 245 élèves.

4.4. ABRIS/ AMES

Accès aux abris

26.112 ménages de 130.560 personnes présentent un besoin urgent en abris d'urgence :

- **Rusayo** : 13.836 ménages en besoin d'abris et en AMEs après des interventions faites par RACOF Nord-Kivu (543 ménages) et World Vision en janvier 2023.
- **Mudja** : 2.700 ménages en besoin d'abri et 1003 en AME après l'intervention faite par RACOF Nord-Kivu pour 1697 ménages en janvier 2023.
- **Sake** : 7.303 en besoin d'abri et AME.
- **Lushagala** : 2.273 en besoin d'abri et AME.

Risques de non-intervention

- Difficulté de cuisiner à la suite du manque des AME (surutilisation des cuisines avec consommation élevée de bois de chauffe).
- Difficulté de s'approvisionner de l'eau et d'assurer les mesures hygiéniques (lessive/vaisselle).
- Risque des maladies par manque de kits AME.
- L'épuisement et manque de sommeil dus au manque de couvertures et de matelas.
- Développement des infections intimes à la suite de manque de l'hygiène intime.
- Risques de protection et VBG à la suite des abris non-appropriés (promiscuité, éclairage, sécurisation).
- Exposition aux intempéries à la suite des abris non-appropriés.
- Risque d'incendie à la suite de construction non-planifié.

Défis d'intervention

- Les sites évalués se trouvent sur le sol volcanique qui ne facilite pas la construction des abris par les PDI's mêmes.
- Tensions communautaires et cas de vol des AME des résidents par les PDI's.
- Constante arrivée des nouveaux ménages dans les sites.
- Pas de marchés dans la zone pouvant absorber la demande.

Recommandations

- Construction d'abris transitionnels pour les PDI's en FAMAC pour augmenter la capacité de logement des familles d'accueil.
- Besoin d'intervention en AME et les kits de dignité malgré les interventions tenant compte des interventions par RACOF et World Vision (WV).
- Sensibilisation des ménages déplacés sur la préparation de la nourriture dans les abris de fortune pour éviter les incendies.
- Vérifier la capacité d'intervention en foyers améliorés/carburant dans les sites officiels pour faciliter la cuisine sécurisée, propre, économique et écologique dans un contexte d'accès restreint et dangereux aux ressources principaux.

4.5. SECURITE ALIMENTAIRE ET MOYENS DE SUBSTANCE

Les populations déplacées se trouvant dans les 4 sites enquêtés expriment un grand besoin en nourriture. La population est composée largement des paysans qui ont perdu presque tout accès aux champs et aux autres biens de ménages dans la zone d'origine. Quelques PDI font des mouvements pendulaires vers les champs mais la productivité de tels mouvements est fortement diminuée par les risques, (y inclus le ciblage et des abus graves par des acteurs armés) et par les pillages des champs et stocks dans les zones d'origine.

La population hôte n'a pas de capacité de couvrir les besoins alimentaires des PDI à la suite de la production agricole insuffisante. L'accès aux terres arables dans les zones d'accueil est réduit par rapport au grand nombre des personnes déplacés dans des zones limitées, avec sol volcanique. En plus, la crise a coupé l'accès aux zones de production agricole (routes nationales), ce qui augmente la pression économique sur les zones d'accueil. La plupart des PDI dépend sur les interventions humanitaires pour la survie. L'intervention humanitaire est donc life-saving.

Selon les enquêtes, 98,48% des PDI n'ont pas accès aux vivres minimaux. La consommation alimentaire moyenne dans les ménages enquêtés est de 1 repas par jour ou moins. À la suite de la réduction sensible d'accès à la nourriture, les PDI utilisent des stratégies de survie négatives comme la réduction de repas par jour, la réduction de la quantité ou la qualité de la nourriture. Les sources indiquent qu'un grand nombre de ménages recourent aux mécanismes de survie négatives, comme la mendicité, travaux journaliers mal payés, vol des vivres ou la sexe de survie.

Ainsi, à l'issue de l'évaluation de la sécurité alimentaire dans les sites de Rusayo, Mudja, Maman Zaina/Virunga 2 et Rushagala/Mugunga, il ressort les besoins suivants :

Besoins prioritaires

- Assistance alimentaire d'urgence par distribution des vivres aux IDPs.
- Distribution cash (présence des marchés et opérateurs de télécommunication) **tenu compte de l'augmentation des prix.**
- Accès à la terre cultivable par les IDPs.
- Appui et renforcement en moyens de production (semences maraichères et élevages).

Positionnement actuel

Depuis l'arrivée des IDPs dans ces agglomérations, certains sites n'ont reçu aucune aide alimentaire jusqu'à ce jour.

Le PAM distribue les vivres dans le site de Rusayu. Par conséquence des nouveaux déplacements, les PDI indiquent que la distribution ne couvre pas la totalité des IDPs et les familles d'accueil.

Le ONG Care International a apporté une assistance alimentaire partielle en novembre 2022 et en février 2023 dans le site de Mudja. Un nombre important des PDI restent sans assistance.

Aucune aide alimentaire n'a été apportée aux PDI dans les sites Maman Zaina/Virunga à Sake et Lushagala à Mugunga, depuis l'installation de ces sites.

Recommandations

- ✓ Une assistance alimentaire est recommandée tant pour la population déplacée que pour la population résidente affectée par de l'afflux de personnes déplacées dans leurs zones.
- ✓ Un appui en culture vivrière et maraichère (distribution d'intrants agricoles et accompagnement en formations sur les pratiques culturales) pour les ménages pratiquant l'agriculture et ayant accès à des terres pourrait également être envisagé.
- ✓ Faire des plaidoyers en faveur des ménages qui n'ont pas accès à la terre arable.



- ✓ Plaider auprès des autorités locales pour faciliter l'accès aux terres cultivables au profit des déplacés et des résidents pour palier temporairement à l'insécurité alimentaire ;
- ✓ Restaurer la paix dans les zones de provenance des déplacés ;
- ✓ Renforcer l'autorité de l'Etat.
- ✓ Faire des plaidoyers pour apporter une aide alimentaire aux IDPs vivant dans ces 4 sites.

4.6. WASH

Depuis plusieurs mois, des combats ont été signalés dans des agglomérations des territoires de Rutshuru, Nyiragongo et Masisi entre les Forces Armées de la RDC et des éléments M23. Ces affrontements ne cessent de dégrader la situation humanitaire de la zone affectée

. Le présent rapport synthèse trace les grandes lignes du secteur Wash.

Sur le plan d'Eau, hygiène et assainissement, on note que les sites Rusayo et Mudja enregistrent des avancées significatives qui peuvent se justifier par :

- Présence d'un faible nombre de latrines et douches : 24 blocs en cours de construction pour plus de 13.000 ménages,
- Disponibilité d'eau par Water tracking
- Existence des comités d'hygiène dont les membres ont été formés

Toutefois, à côté de ces réalisations, il y a lieu de relever les gaps. Il s'agit entre autres :

- Balayage des cours du camp
- Présence d'odeurs nauséabondes, signe de mauvaise gestion des déchets ménagers et de défécation à l'air libre
- Insuffisance d'EPI pour les hygiénistes ;
- Faible suivi dans la formation des comités d'hygiène
- Manque des kits Wash dans les ménages des PDIs dont les bidons, bassines, savons et autres
- Insuffisance des poubelles dans le site. Les poubelles existantes ne sont pas vidangées régulièrement. D'où risque de causer des maladies ;
- Absence des DLM aux portes des latrines
- Ignorance des méthodes de conservation de l'eau de boisson par les ménages des PDIs
- Faible taux de sensibilisation sur la promotion de l'EHA
- Absence d'acteur dans les activités de promotion de l'hygiène

Pour le site de Mudja, on note :

- La Présence des latrines et douches : 51 blocs en cours de construction dont plus de 50% déjà achevés,
- Disponibilité d'eau par Water tracking avec deux points de puisage
- Existence des comités d'hygiène dont les membres ont été formés
- Présence des poubelles dans le site ;
- Disponibilité des DLM aux portes des latrines
- Balayage des cours du camp

Toutefois, à côté de ces réalisations, il y a lieu de relever les gaps suivants dans le secteur d'EHA. C'est entre autres :

- Insuffisance d'EPI pour les hygiénistes ;
- Faible suivi dans la formation des comités d'hygiène
- Manque des kits Wash dans les ménages des PDIs dont les bidons, bassines, savons et autres
- Ignorance des méthodes de conservation de l'eau de boisson par les ménages des PDIs
- Faible taux de sensibilisation sur la promotion de l'EHA
- Absence d'acteur dans les activités de promotion de l'hygiène

- **Suggestions et recommandations**

Nous recommandons aux différents partenaires de se mobiliser le plus urgemment possible pour combler les gaps signalés dans le site de Rusayo qui se trouve dans une situation déplorable. Il s'agit entre autre de

mobiliser des moyens humains et financiers pour fournir de l'assistance aux PDI qui sont exposés aux risques de flambée épidémique.

L'activité de placer les DLM dans le site ainsi que la promotion de l'EHA sont ici prioritaires. Aussi, nous suggérons que les déplacés reçoivent une assistance en Kits Wash qui reste un besoin pour les deux sites.

- **Acteurs présents dans le secteur wash**

Des partenaires du secteur qui réalisent déjà des activités importantes. Il s'agit entre autres de l'ONG TEARFUND pour les interventions Wash dans le site de Rusayo aux côtés d'ALIMA. Dans le site de Mudja, MERCYCORPS est dans l'approvisionnement en eau et la construction des blocs des latrines/douches, la gestion des déchets ménagers ainsi que la mise à place des comités d'hygiène.

4. ANALYSE DO NO HARM

Les sites des PDI de Sake, Rusayo et Mudja connaissent une forte présence des PDI avec des besoins et vulnérabilités importantes dans un espace réduit. On note également la présence de plusieurs résidents de Goma et Sake qui se déguisent en PDI dans les sites, dans l'espoir de bénéficier d'assistances humanitaires. L'assistance risque de s'orienter vers les faux bénéficiaires. Cette attitude des résidents est liée à la situation économique et les autres pressions dans le cadre de cette crise et est comparable aux problèmes indiqués pendant la crise à Rutshuru centre. Cette situation serait à la base de l'augmentation des chiffres des PDI dans les zones de déplacement et des tensions communautaires.

On note également la présence de plusieurs acteurs armés non étatiques déguisés en civils aux environs des sites de Mudja et Rusayo. Ces derniers auraient des dépendants dans ces sites. La fréquentation de ces acteurs armés pour la visite de leur dépendants et pour des autres activités dans ces sites augmente les risques protection dans les zones en concentration des PDI. Les PDI courent les risques des extorsions de leur assistance dans la zone. Pour toute interventions dans les zones de Mudja et Rusayo, les autorités locales devraient être impliquées pendant tout le processus.

Il sied de noter également une hostilité contre certains acteurs sécuritaires, comme le MONUSCO et les forces EAC, ainsi que des tensions communautaires liées à la crise actuelle.

Recommandations

- Mener des discussions sur l'inclusion de la communauté hôte et les cas de fraude par des résidents au sein du coordination humanitaire.
- Mener des discussions avec les autorités, MONUSCO, cluster protection et CICR/Geneva Call concernant l'activisme des groupes armés dans les zones d'accueil.
- Renforcer les structures d'organisation et de médiation communautaires dans les sites.



Ménages dans les abris à Mudja